

# Essence totale !

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

*20 décembre 2013*

Le bras de fer qui s'est instauré entre la filière des carburants et le pouvoir politique dans les départements d'outre-mer est caractéristique de l'évolution des rapports entre les États et les puissances économiques. En vertu du sacro-saint libéralisme à tous crins, les États ont peu à peu renoncé à exercer le pouvoir politique, pliant genoux devant des intérêts économiques colossaux appelés à croître toujours plus et toujours plus vite. Le symbole et chef de file de ce libéralisme triomphant qui ne s'accommode que d'un État croupion c'est bien entendu les États-Unis d'Amérique où l'idée même d'un État un tant soit peu régulateur est jugée abominable. Ce néolibéralisme a fini par gangrener tous les pays du monde surtout après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique. La puissance du lobby pétrolier en France est symptomatique de cet alignement rapide opéré par la France sur les Américains. Toutefois, l'épisode actuel de l'affrontement entre l'État et le monde économique sous les tropiques mérite qu'on s'y attarde. Tout d'abord, C'est bien la première fois que l'État porte une quelconque attention aux pwofitasyons perpétrées par les grands groupes français en outremer. Et ce, que le pouvoir soit de droite ou de gauche. En cela, le gouvernement Ayrault opère une vraie rupture. Ensuite, en y regardant de plus près, tout ce qui fait aujourd'hui débat n'aurait même pas dû exister si l'on appliquait la législation qui régit l'Europe en matière de concurrence, En réalité, sous prétexte de spécificités, les Dom sont devenus des territoires qui échappent largement aux textes et règlements qui régissent le domaine de la concurrence. Le problème du carburant, est loin d'avoir épuisé le sujet. La passe d'armes entre l'État et les gérants de Station-service – puisque officiellement ni Total, ni les autres pétroliers ni même la SARA ne sont montés au créneau illustre aussi une autre caractéristique du système en place. La multinationale ne défend pas directement ses intérêts. D'autres dans la boucle s'en chargent. Propos d'ensemble : c'est l'effondrement d'une économie bien organisée c'est l'emploi qui est menacé. Et suprême argument, pourquoi nous empêcher

de réaliser des profits puisqu'au final cela ne changera rien au prix du carburant à la pompe. Et tutti quanti... Sauf à dire que pour n'importe quel individu qui connaît les simples opérations que sont l'addition et la soustraction, si au lieu d'une marge de 18 % à 20 % le fournisseur ne réalise plus qu'une marge de 9 % et s'il n'a pas le droit de se rattraper sur les détaillants et à condition que le taux de fiscalité reste à son niveau actuel, le prix du carburant devrait baisser. En tout cas l'essence devrait très rapidement être moins chère dans les DOM qu'en France Hexagonale. Mais cela, c'est l'intérêt général. Or, ceux qui jouissent de privilèges n'y sont jamais sensibles.